

par Michel Rogalski

Les « global leaders » qui prétendent décider des affaires du monde, pour nous, sur nous, mais sans nous, rencontrent des difficultés croissantes. Plus une réunion n'est possible sans que leurs oreilles ne perçoivent l'écho de la rue.

C'est que depuis Seattle, la planète a été mise sous observation par tous ceux qui s'opposent aux formes insupportables que prend la mondialisation sous les effets de la déferlante néolibérale mise en œuvre un peu partout depuis une vingtaine d'années à coups de dérégulation et de privatisation. Ses caractéristiques sont connues : vague de concentrations sous formes inédites de fusions-absorbtions et donc accumulation de condensé de pouvoirs et de puissance, suprématie de « normes » internationales contrariant les « acquis » historiquement constitués par les peuples, remise en cause de projets nationaux de développement, mise en concurrence de nations -par le bas- pour attirer les investissements étrangers, fragmentation, fragilité et violence sociales, destruction de systèmes productifs, aggravation des écarts de revenus au sein des pays et entre les pays. Vingt ans de libéralisme débridé ont dévoilé la nature de la modernisation capitaliste justifiée au nom de la nécessaire et incontournable mondialisation.

Déconstruire la mondialisation pour la reconstruire

Il n'est donc pas étonnant que ce soit contre celle-ci que partout la protestation s'organise. Le retour de bâton tant craint est arrivé . Mais restons lucides ! Le libéralisme a réussi à convaincre une majorité de la population des bienfaits de la mondialisation, y compris parmi les couches qui en sont les plus affectées. A grand renfort médiatique, une nébuleuse idéologique où se mélangent technoglobalisme et utopie planétaire, a réussi à s'imposer et à occulter l'inavouable à savoir que c'est toujours l'interne qui s'adapte à l'externe et que dans l'interne, ce sont les plus favorisés qui trouvent avantage aux nouvelles rationalités qui se mettent en place et que finalement partout les hommes se trouvent dessaisis de leur citoyenneté au profit des grands acteurs de la mondialisation, les marchés, la finance globalisés et les transnationales.

Face à cette déferlante plusieurs courants critiques tentent de trouver remèdes ou

alternatives:0

- Une prise de conscience des « excès » de la mondialisation et de la nécessité d'en gommer les aspects les plus rugueux a vu le jour au sein de la mouvance social-démocrate et a été conceptualisée à l'occasion de l'avant dernier congrès de l'Internationale socialiste en 1996. Elle a donné lieu à une série de campagnes sur le thème d'une « mondialisation à visage humain » ou d'une régulation de la mondialisation. Sous forme quelque peu autocritique une grande institution comme la Banque mondiale n'a pas craint d'aller dans ce sens au nom de sa récente conversion en faveur d'une lutte contre la pauvreté.
- Une autre démarche vise à avancer l'idée qu'il faut rompre avec la logique libérale qui sous-tend le processus de mondialisation et lui en substituer une autre porteuse de valeurs émancipatrices. Il s'agit dans cette optique d'enclencher une réflexion sur des contenus alternatifs et sur les acteurs et les institutions susceptibles de les porter. Une telle approche ne peut que générer un autre regard sur le développement.
- Enfin, une composante plus radicale, s'oppose avec vigueur et parfois avec violence, à toute forme de mondialisation et se propose de terrasser ses institutions et agences internationales emblématiques comme le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC.

Au sein de cette mouvance militante « anti-mondialisation » des cultures différentes s'expriment. Les uns prennent le monde comme enjeu de luttes et veulent le façonner différemment. Les autres se servent du monde comme caisse de résonance de luttes et postulent la complémentarité entre internationalisme et primauté du cadre national, l'international fournissant la perspective et le national le terrain. Les uns cultivent le là-bas, plus tard et tous ensemble, les autres l'ici et maintenant avec l'aide des autres. Les uns labourent les champs de l'éthique, du moral et de l'humanisme, les autres raisonnent sur les catégories explicatives de l'exploitation et de l'intérêt commun comme moteur de la solidarité. Alors que les racines des uns les amènent à préconiser une « Première planétaire » les autres réfléchissent sur l'expérience du siècle écoulé et tentent de reformuler les nouvelles dimensions de l'internationalisme en considérant l'espace national comme le cadre privilégié de l'exercice de la citoyenneté. Mais tous travaillent ensemble.

Bien sûr, au-delà des démarches plurielles dont les nuances ne sont pas sans intérêt, il ne faut pas perdre de vue que l'avenir de la mondialisation se jouera sur la réaction des classes moyennes et donc sur leur capacité à se dégager de l'influence d'un « mondialisme » se dépençant sans compter pour accréditer l'idée que les avantages potentiels l'emporteront sur les inconvénients réels. A défaut d'un implaidable bilan globalement positif on invoquera un bilan chronologiquement décalé. Autre façon de dire que les laissés pour compte d'aujourd'hui représentent l'investissement des gagnants de demain.

La contradiction n'est pas si forte qu'on le croît entre le refus de la mondialisation et la recherche d'un autre contenu à la mondialisation. Si anti et pro-autre mondialisation peuvent se retrouver aujourd'hui ensemble c'est parce qu'une autre mondialisation ne verra le jour que parce que celle-là sera freinée. Pour déplacer le lit d'un fleuve, il ne suffit pas de tracer un nouveau sillon. Il faut également construire des digues pour en contrarier le cours. Bref, la recherche d'alternatives se renforce des formes multiples de résistances. L'expression « mondialisation libérale » doit s'entendre dans un double sens. Pour une part, il s'agit de qualifier la mondialisation et d'insister sur la façon dont le libéralisme l'a marquée. Mais s'en tenir là serait réducteur. Il faut y ajouter l'idée que ce sont les politiques néolibérales mises en œuvre depuis une vingtaine d'années qui ont provoqué cette accélération rapide d'un phénomène qui courait à bas bruit depuis plusieurs siècles. Le libéralisme est tout à la fois la marque et la cause. S'opposer à ces politiques c'est aussi d'une certaine façon entreprendre une démarche de déconstruction de la mondialisation.

La quête d'un espace public mondial

Pour construire autrement il faut un espace d'expression pour peser sur les décisions. Le postulat de ces actions multiformes c'est qu'il existerait désormais un espace particulier d'intervention à privilégier, le mondial, des institutions spécifiques sur lesquelles agir et une citoyenneté de même niveau. La scène mondiale déjà accessible aux États et au marché (finance et firmes) devrait alors s'ouvrir à la société civile.

Depuis une dizaine d'années, notamment depuis le « Sommet de la Terre » à Rio en 1992 sur l'environnement et le développement, les grandes conférences internationales initiées par le système des Nations Unies autour de questions d'intérêt universel offrent une place aux ONG

qui structurent la société civile. Ainsi en a-t-il été de celles du Caire (1994) sur la population mondiale, de Copenhague (1995) sur le social, de Pékin (1995) sur les femmes et d'Istanbul (1996) sur les grandes villes. Il en sera désormais de plus en plus comme cela.

La participation forte de représentants de la société civile ne constitue pas, à coup sûr, le gage de positions correctes. N'a-t-on pas vu la réunion du Caire prise en tenailles entre des écologistes extrémistes prêts à supprimer une partie de la population mondiale au nom de la défense de la planète et des émules du Pape ou des imams s'arc-bouter sur des positions natalistes ou anti-féministes ? Celle d'Istanbul a vu accourir les lobbies mondiaux des industries du bâtiment et des travaux publics faisant l'assaut des maires de grandes villes tous rassemblés pour leur vendre la privatisation des fonctions urbaines et transformer les couloirs de la conférence en salon de la corruption.

La société civile mondiale est à l'image de la planète. Elle possède ses riches, ses pauvres, ses artisans démunis et ses multinationales expertes en lobbying. Elle se professionnalise et a appris à organiser et financer ses campagnes médiatiques. *Greenpeace, Friends of the Earth, WWF...* et quelques autres forment les gros bataillons laissant les petits sans voix. Et que dire de la société moins civile -c'est à dire marchande- dont les lobbies assiègent de façon permanente Congrès américain ou Commission de Bruxelles.

Tous les citoyens du monde pèsent-ils d'un même poids ? Si les affaires de la planète sont gérées par une poignée d'États, ceux du G-7, cela signifie qu'il faut commencer par être né au bon endroit pour espérer peser de façon citoyenne ne serait-ce que par l'intermédiaire de sa nation. Même le monde virtuel d'internet, potentiellement porteur d'un nouveau modèle de démocratie en réseau horizontal vient de dévoiler ses limites. Les récentes cyber-élections organisées sur le net pour désigner l'instance mondiale régulatrice du réseau n'ont mobilisé qu'1% des internautes. Plus encore, le seul représentant français s'est révélé être un « citoyen » d'un type particulier, puisqu'il s'agissait du directeur de l'innovation chez France Télécom. Piètre leçon de démocratie.

La recherche d'un espace public citoyen international ne doit pas faire oublier que le lieu privilégié de l'exercice souverain de la citoyenneté est le cadre national. Interpeller le FMI à Prague ou l'OMC à Seattle, n'a aucun sens si parallèlement il n'est pas demandé des comptes

aux gouvernements nationaux sur le sens des mandats qui sont donnés à leurs représentants.

Tels sont quelques uns des enjeux qu'il importe de clarifier faute de n'ajouter qu'un chapitre de plus à cette longue marche pluri-séculaire vers la quête d'une utopie planétaire et du « village-global ».